

Séance publique du 10 juillet 2006

Délibération n° 2006-3526

commission principale : finances et institutions

objet : **Compte rendu des décisions prises par monsieur le président et messieurs les vice-présidents en vertu de la délégation de principe accordée par la délibération en date du 27 mars 2006**

service : Délégation générale aux ressources - Direction des affaires juridiques et de la commande publique - Service des affaires juridiques

Le Conseil,

Vu le rapport du 20 juin 2006, par lequel monsieur le président expose ce qui suit :

Il est rendu compte au conseil des décisions suivantes prises par monsieur le président ou mesdames et messieurs les vice-présidents, en application de la délibération en date du 27 mars 2006, dans le cadre des contentieux de 2005, hors procédures d'urgence.

Numéro de dossier	Nom des parties	Motif de l'instance	Position Communauté urbaine
2005 CTXA-0040	sarl Holidays Bikes c/Communauté urbaine	requête en annulation de la délibération du 14 février 2005 autorisant la signature avec la société JC Decaux d'une convention de mandat d'encaissement des recettes du service Velo'V et fixant la tarification de ce service. jugement du tribunal administratif de Lyon du 23 mars 2006 rejetant la requête de la Sarl Holidays Bike.	défenderesse
2005-CTXA-0029	Caparros c/ Communauté urbaine	recours en appel devant la CAA de Lyon formé par les ayants-droit de M. Caparros le 16 mars 2005 contre le jugement rendu par le Tribunal administratif le 16 décembre 2004 qui le déboutait de leur demande de condamnation de la Communauté urbaine ; cette dernière n'ayant pas souscrit de garantie individuelle conducteur. demande d'indemnisation du préjudice subi à hauteur de 152 000 €	défenderesse
2005-CTXA-0110	Beaucheix c/ Communauté urbaine	requête en indemnisation devant le Tribunal administratif en date du 6 octobre 2005 déposée par mme Beaucheix en réparation du préjudice subi lors de sa chute sur deux morceaux de poteaux restés scellés dans le trottoir à Sathonay Camp le 26 septembre 2002	défenderesse

2005-CTXA-0118	Garzino c/ Communauté urbaine	requête aux fins d'indemnisation déposée devant le tribunal administratif de Lyon le 18 novembre 2005 en réparation du préjudice subi lors de sa chute sur la voie publique en raison de la présence d'une plaque métallique qui a basculé sous son poids	défenderesse
2005-CTXA-0047	Jacquet c/ Communauté urbaine	requête en appel déposée devant la CAA de Lyon le 4 février 2005 tendant à obtenir l'annulation du jugement du tribunal administratif de Lyon en date du 2 décembre 2004 qui rejetait sa demande d'indemnisation des conséquences dommageables de sa chute sur la voie publique le 21 août 2001 (présence d'une pierre)	défenderesse
2005-CTXA-0051	Hamou Asia c/ Communauté urbaine	requête en indemnisation déposée devant le tribunal administratif de Lyon le 28 avril 2005 par mme Hamou en réparation du préjudice subi lors de sa chute sur voie publique le 11 avril 2004 (chute dans excavation non remblayée sur trottoir)	défenderesse
2005-CTXA-0101	résidence pour personnes âgées Marguerite c/ Communauté urbaine	requête en indemnisation déposée devant le tribunal administratif le 25 août 2005 par cette résidence de personnes âgées qui a subi une panne de chaudière le 20 juillet 2004 suite à une coupure de gaz consécutive à la dégradation d'une canalisation de gaz endommagée par une pelle mécanique lors de travaux réalisés par la Communauté urbaine. mémoire de désistement de cette résidence à l'encontre de la Communauté urbaine le 4 janvier 2006 suite à l'accord trouvé entre les parties	défenderesse
2005-CTXA-0125	Communauté urbaine c/ OTV	requête au fond déposée devant le tribunal administratif le 22 mars 2002 en vue d'obtenir la condamnation de la société OTV au remboursement des frais occasionnés par l'incendie s'étant déclaré à la station épuration de Pierre Bénite. jugement du 2 juin 2005 rendu par le Tribunal administratif qui rejette cette requête en considération de la nullité entachant le rapport d'expertise judiciaire et de la faute commise par l'exploitant	demanderesse
2005-CTXA-0058	Perez c/ Communauté urbaine	requête déposée devant la CAA de Lyon le 30 mai 2005 en annulation du jugement du Tribunal administratif du 31 mars 2005 par mme Perez. demande de réparation du préjudice subi lors de sa chute place Léon Sublet à Vénissieux le 10 septembre 2000 dans une excavation laissée béante	défenderesse
2005-CTXA-0043	Thévenod C/ Communauté urbaine	requête en indemnisation déposée devant le tribunal administratif Lyon Le 25 février 2005 par M. Thévenod en indemnisation de son préjudice lors de son accident de voiture le 18 novembre 2003 à Fleurieu occasionné par la présence d'un trou non protégé (chantier Communauté urbaine)	défenderesse

2005-CTXA-0124	Bet Nicolas c/ région Rhône Alpes et Communauté urbaine	requête en appel déposée le 13 avril 2005 par Me Bet Nicolas contre le jugement du Tribunal administratif du 24 mars 2005 en ce qu'il retenait sa responsabilité et l'a condamné au titre des désordres affectant les murs rideaux / façades au lycée international de Lyon	défenderesse
2005-CTXA-0065	Rambaldi C/ Communauté urbaine	requête déposée par mme Rambaldi le 6 juillet 2005 devant le tribunal administratif de Lyon aux fins d'obtenir la condamnation de la Communauté urbaine à réparer son préjudice, son véhicule ayant été endommagé par un dysfonctionnement de la borne permettant l'accès rue de la Monnaie alors même qu'elle bénéficie d'un abonnement	défenderesse
2005-CTXJ-0005	SCI Les Lilas c/ Communauté urbaine	assignation suivant acte du 31 janvier 2005 devant le tribunal de grande instance de Lyon de la SCI des Lilas aux fins d'obtenir la condamnation de la Communauté urbaine à lui régler 98 000 € en dédommagement de son préjudice	défenderesse
2005-CTXA-0056	Louiserre C/ Communauté urbaine	requête déposée par M. Louiserre le 11 mai 2005 devant le tribunal administratif de Lyon aux fins de voir reconnaître l'imputabilité au service de l'accident dont il a été victime le 4 octobre 2004 qui a été pris en charge par la Communauté urbaine au titre de la maladie ordinaire	défenderesse
2005-CTXA-0112	M. Tribet C/ préfecture du Rhône	requête déposée le 18 juillet 2005 devant le tribunal administratif de Lyon, par M. Tribet et autres, aux fins de voir annuler l'arrêté préfectoral du 18 mai 2005 emportant mise en compatibilité du POS de la Communauté urbaine et du SDAL, et déclarant d'utilité publique les acquisitions nécessaires à la réalisation d'un établissement pénitentiaire pour mineurs sur Meyzieu	intervenante en défense
2005-CTXA-0004	Sophie Peyrard Champaney c/ Communauté urbaine	requête déposée le 4 juillet 2005 devant le tribunal administratif de Lyon aux fins de condamner la Communauté urbaine au paiement de 150 000 € pour préjudice subi du fait d'actes de contrefaçon et de complicité d'actes de contrefaçon dans le cadre de l'opération Berges du Rhône ainsi que 5 000 € pour frais irrépétibles	défenderesse
2005-CTXA-0010	Jean Claude Gudefin c/ commune de Chassieu	requête déposée le 8 décembre 2004 aux fins d'annulation de la délibération du conseil municipal de Chassieu portant élection de M. Chaffringeon en qualité de conseiller communautaire représentant la commune de Chassieu auprès de la Communauté urbaine. jugement du tribunal administratif de Lyon du 7 février 2005 annulant la délibération du conseil municipal de Chassieu	intervenante en défense

2005-CTXA-0021	Claude Danthony c/ Communauté urbaine	requête déposée le 16 décembre 2004 devant la Cour administrative d'appel aux fins d'infirmer le jugement du tribunal administratif de Lyon du 12 octobre 2004 et d'annuler la délibération de la Communauté urbaine en date du 5 novembre 2001 accordant un fonds de concours à la ville de Lyon pour le soutien à la réalisation de travaux d'extension d'Interpol	défenderesse
2005-CTXA-0026	ville de Lyon c/ M. ou mme Jean Noël Baches	requête déposée le 2 mars 2005 devant le tribunal administratif de Lyon aux fins d'homologuer l'arrêté de péril de la ville de Lyon du 27 février 2004, d'ordonner l'exécution des travaux de réparation propres à supprimer le péril et d'autoriser la ville à procéder d'office à ces travaux aux frais des copropriétaires	Intervenante en défense en tant que copropriétaire
2005-CTXA-0049	Gabriel Millet c/ Communauté urbaine	requête déposée le 4 avril 2005 devant le tribunal administratif de Lyon aux fins d'annulation des délibérations du 13 décembre 2004 portant approbation du budget principal et des budgets annexes pour 2005	défenderesse
2005-CTXA-0009	Pascal Vincent c/ Communauté urbaine	requête déposée le 13 décembre 2004 devant le tribunal administratif de Lyon aux fins d'annulation de la délibération du 18 octobre 2004 modifiant le régime applicable aux conditions tarifaires des parcs de stationnement délégués	défenderesse
2005-CTXA-0038	association Vivre au vieux Lyon c/ Communauté urbaine	requête déposée le 21 mars 2005 devant le tribunal administratif de Lyon aux fins d'annulation de la délibération du 18 octobre 2004 modifiant les conditions tarifaires applicables aux parcs de stationnement délégués	défenderesse
2005-CTXA-0037	Pierre Moulinier c/ Communauté urbaine	requête déposée le 21 mars 2005 devant le tribunal administratif de Lyon aux fins d'annulation de la délibération en date du 18 octobre 2004 relative à la tarification des parcs de stationnement délégués par la Communauté urbaine	défenderesse
2005-CTXA-0017	SCI FLV c/ Communauté urbaine	requête en référé déposée devant le tribunal administratif de Lyon aux fins d'obtenir la suspension d'un arrêté de préemption en date du 13 décembre 2004 portant sur le lot n°71 d'un ensemble immobilier en copropriété situé 21, place des Maisons neuves à Villeurbanne	défenderesse
2005-CTXA-0048	SCI FLV c / Communauté urbaine	requête déposée le 11 février 2005 devant le tribunal administratif de Lyon tendant à l'annulation de l'arrêté de préemption du 13 décembre 2004 portant sur le lot n°71 d'un ensemble immobilier en copropriété situé 21, place des Maisons Neuves à Villeurbanne	défenderesse

2005-CTXA-0105	Sarl Foch Investissement c/ Communauté urbaine	requête en référé déposée devant le tribunal administratif de Lyon le 6 octobre 2005 aux fins d'obtenir la suspension d'un arrêté en date du 9 août 2005 par lequel le président de la Communauté urbaine a décidé d'exercer son droit de préemption à l'occasion de l'aliénation d'une parcelle de terrain située 20, montée du Clair à Dardilly	défenderesse
2005-CTXA-0111	Sarl Foch Investissement c/ Communauté urbaine	requête en excès de pouvoir déposée devant le tribunal administratif de Lyon le 12 octobre 2005 tendant à l'annulation d'un arrêté de préemption pris le 9 août 2005 à l'occasion de l'aliénation d'une parcelle située à Dardilly, montée du Clair, et cadastrée section BT n°233 et 2035	défenderesse
2005-CTXA-0037	Sarl Foch Investissement c/ Communauté urbaine	requête en référé déposée devant le tribunal administratif de Lyon le 23 mars 2006 sollicitant sur le fondement de l'article L 521-2 du code de justice administrative qu'il soit enjoint au président de la Communauté urbaine de signer l'acte de rétrocession d'un terrain préempté par arrêté du 9 août 2005	defenderesse
2005-CTXA-0052	xxx c/ Communauté urbaine	requête en référé déposée devant le tribunal administratif de Lyon sollicitant la suspension de l'arrêté en date du 5 avril 2005 par lequel le président de la Communauté urbaine a décidé d'exercer son droit de préemption sur un immeuble à usage commercial et d'habitation situé 32, rue Juliette Récamier à Lyon	défenderesse
2005-CTXA-0054	xxx c/ Communauté urbaine	requête au fond déposée devant le tribunal administratif de Lyon le 4 juin 2005 sollicitant l'annulation de l'arrêté du 5 avril 2005 par lequel le président a exercé son droit de préemption sur un immeuble à usage commercial et d'habitation situé 32, rue Juliette Récamier à Lyon	défenderesse
2005-CTXJ-0045	Communauté urbaine c/ M. Treguer	assignation en référé à l'initiative de la Communauté urbaine devant le tribunal de grande instance de Lyon en vue de l'expulsion de M. Treguez du kiosque buvette situé 2, quai Victor Augagneur et la condamnation de M. Treguer à payer à la Communauté urbaine la somme de 6 956 € à titre de provision sur les redevances d'occupation	demanderesse
2005-CTXA-0115	M. Ahmed Hammoumi c/ Communauté urbaine	requête déposée devant le tribunal administratif le 23 novembre 2005 sollicitant l'annulation de l'arrêté en date du 26 septembre 2005 par lequel le vice-président de la Communauté urbaine a décidé de préempter une parcelle de terrain de 1 778 mètres carrés située 14, chemin de la Fouillouse sur la commune de Saint Priest	défenderesse
2005-CTXA-0057	mme Barbezat (épouse Maison) c/ Communauté urbaine	requête en excès de pouvoir déposée le 1er juillet 2005 devant le tribunal administratif de Lyon aux fins d'annulation de l'arrêté de préemption en date du 2 mai 2005 pour l'acquisition d'une parcelle située 3, rue du Progrès à Saint Priest	défenderesse

2005-CTXA-0088	association Canol c/ Communauté urbaine	requête déposée par l'association Canol devant la CAA de Lyon aux fins d'annulation du jugement du tribunal administratif de Lyon du 17 février 2005 rejetant le recours de l'association à l'encontre de la délibération du 16 décembre 2002 décidant la création d'un fond d'intervention pour le développement durable à destination des pays du Sud dans le domaine en le dotant de 300 000 € de chaque année	défenderesse
2005-CTXJ-0015	société Sofimmo c/ Communauté urbaine	requête de la société Sofimmo devant le tribunal de grande instance de Lyon aux fins de faire constater le transfert de propriété de l'ensemble immobilier situé 100, cours du docteur long à Lyon 3° de la SCI Sofimmo à la Communauté urbaine, à compter de la date de notification de l'arrêté de préemption, soit le 23 septembre 2004	intervenante en défense
2005-CTXJ-0048	M. Vincent c/ Communauté urbaine	requête déposée le 16 juin 2005 devant le tribunal administratif de Lyon aux fins d'annulation des cinq délibérations relatives à la tarification des parcs de stationnement délégués en date du 18 avril 2005	défenderesse
2005-CTXA-0121	société Eperly c/ Communauté urbaine	requête en référé précontractuel déposée le 21 novembre 2005 devant le tribunal administratif de Lyon demandant qu'il soit enjoint à la Communauté urbaine de différer la signature de la convention de délégation de service public jusqu'au terme de la procédure, de faire constater l'irrégularité de la procédure ayant conduit au choix du candidat ASF et d'annuler la décision de retenir la candidature de la société ASF pour l'exploitation du périphérique nord.	intervenante en défense
2005-CTXA-0050	société Prodith c/ Communauté urbaine	requête déposée le 7 avril 2005 devant le tribunal administratif de Lyon en vue de faire annuler la décision en date du 28 janvier 2005 confirmant le refus de la Communauté urbaine d'allouer à Prodith l'indemnité réclamée au titre de la résiliation anticipée du contrat de concession de chauffage et de froid urbains approuvé le 20 octobre 1970 et du rachat des biens de reprise	défenderesse
2005-CTXA-0097	M. Paul Ernest c/ Communauté urbaine	requête déposée le 6 septembre 2005 afin de solliciter du tribunal administratif de Lyon l'annulation de la délibération du conseil de Communauté du 11 juillet 2005 portant approbation du PLU, en tant qu'il concerne la commune de Charly pour des motifs de légalité externe et en raison de l'instauration de deux nouvelles voies croisant la rue de l'Etra	défenderesse
2005-CTXA-0085	M. Pierre Bœuf c/ Communauté urbaine	requête déposée le 22 août 2005 sollicitant du tribunal administratif de Lyon l'annulation de la délibération du conseil de Communauté du 11 juillet 2005 portant approbation du PLU, en tant qu'il concerne la commune de Charly pour des motifs de légalité externe et en raison de l'instauration de deux nouvelles voies croisant la rue de l'Etra	défenderesse

2005-CTXA-0086	M. Lucas Miguel c/ Communauté urbaine	requête déposée le 23 septembre 2005 sollicitant du tribunal administratif de Lyon l'annulation de la délibération du conseil de Communauté du 11 juillet 2005 portant approbation du PLU, en tant qu'il prévoit sur la commune de Charly deux projets de voirie (rue Louis Vignon et voie n°23) et sollicitent une enquête pour une rectification du tracé de ces voies	défenderesse
2005-CTXA-0084	M. Arsene Labrune c/ Communauté urbaine	requête déposée le 18 août 2005 sollicitant du tribunal administratif de Lyon l'annulation de la délibération du conseil de Communauté du 11 juillet 2005 portant approbation du PLU, en tant qu'il concerne la commune de Charly pour des motifs de légalité externe et en raison de l'instauration de deux nouvelles voies croisant la rue de l'Etra	défenderesse
2005-CTXA-0087	association du Coteau c/ Communauté urbaine	requête déposée le 12 septembre 2005 sollicitant du tribunal administratif de Lyon l'annulation de la délibération du conseil de Communauté du 11 juillet 2005 portant approbation du PLU, en tant qu'il concerne la commune de Charly en raison de l'instauration de deux nouvelles voies croisant la rue de l'Etra, dépourvues d'utilité publique	défenderesse
2005-CTXA-0098	société Les Jardins de Felix c/ Communauté urbaine	requête déposée le 4 octobre 2005 devant le tribunal administratif de Lyon sollicitant l'annulation de la délibération du conseil de Communauté du 11 juillet 2005 portant approbation du PLU, en tant qu'elle classe trois parcelles cadastrées section CL n°90, 91 et 92 à Saint Genis Laval en zone AP	défenderesse
2005-CTXA-0100	M. Chris Monnet c/ Communauté urbaine	requête déposée le 3 octobre 2005 devant le tribunal administratif de Lyon aux fins d'annulation de la délibération du conseil de Communauté du 11 juillet 2005 portant approbation du PLU, en tant qu'elle classe deux parcelles cadastrées CM 34 et 35 à Saint Genis Laval en zone AP.	défenderesse
2005-CTXA-0123	M. Agam c/ Communauté urbaine	requête déposée le 27 décembre 2005 devant le tribunal administratif de Lyon aux fins d'annulation de la délibération du conseil de Communauté du 11 juillet 2005 portant approbation du PLU en raison du classement des parcelles cadastrées BZ 21 et 25, situées au lieu-dit les Nièvres à Francheville en zone N1	défenderesse
2005-CTXA-0122	M. Thévenin c/ Communauté urbaine	requête déposée le 14 décembre 2005 devant le tribunal administratif de Lyon aux fins d'annulation de la délibération du conseil de Communauté du 11 juillet 2005 portant approbation du PLU en tant qu'elle classe plusieurs parcelles situées dans le secteur du Grand Moulin dans la commune de Francheville en zone naturelle N1	défenderesse

2005-CTXA-0031	M. Atmani c/ Communauté urbaine	requête en date du 24 février 2005 devant le tribunal administratif de Lyon sollicitant l'annulation d'un arrêté en date du 28 septembre 2004 pris par la Communauté urbaine en vue de l'exercice du droit de préemption à l'occasion de la vente d'un immeuble situé 2 et 4, rue Victor Hugo à Vaulx en Velin	défenderesse
2005-CTXA-0096	association de la Sauvegarde du sud-ouest lyonnais (Sauvesol)c/ Communauté urbaine	requête déposée le 4 octobre 2005 devant le tribunal administratif de Lyon tendant à l'annulation de la délibération du 11 juillet 2005 portant approbation du PLU, en tant qu'il concerne différentes communes du sud-ouest lyonnais	défenderesse
2005-CTXA-0099	société Marceau Immobilier c/ Communauté urbaine	requête déposée devant le tribunal administratif de Lyon le 4 octobre 2005 aux fins d'annulation de la délibération du 11 juillet 2005 portant approbation du PLU en tant qu'elle classe trois parcelles cadastrées section AI n°150, 198, 200 à Vernaison en zone Ap	défenderesse
2005-AGR-0003	M. Bevis Urbain et Communauté urbaine c/ M. Charles Grégory	constitution de partie civile de M. Bevis et de la Communauté urbaine devant le tribunal correctionnel de Lyon suite à l'agression verbale sous la menace d'une arme dont a été victime M. Bevis le 10 septembre 2005 sur son lieu de travail	demandeurs
2005-CTXA-0030	M. Moine Patrice c/ Communauté urbaine	requête déposée le 11 mars 2005 devant le tribunal administratif de Lyon aux fins d'obtenir l'annulation de l'arrêté pris le 1er février 2005 par le président de la Communauté urbaine lui infligeant la sanction du blâme	défenderesse
2005-CTXA-0044	M. Brun Jean-Claude c/ Communauté urbaine	requête déposée le 23 mars 2005 devant le tribunal administratif de Lyon aux fins d'obtenir l'annulation de l'arrêté pris le 26 janvier 2005 par le président de la Communauté urbaine lui infligeant la sanction du blâme	défenderesse
2005-CTXA-0045	M. Delacretaz Yves c/ Communauté urbaine	requête déposée le 11 avril 2005 devant le tribunal administratif de Lyon aux fins d'obtenir une indemnisation liée aux rémunérations que M. Delacretaz aurait dû percevoir entre le 21 mars 1998, date de sa demande de réintégration au sein de la Communauté urbaine et le 15 mars 2000, date de sa réintégration effective au sein de la collectivité	défenderesse
2005-CTXA-0053	M. Eymard Jean-Claude c/ Communauté urbaine	requête déposée le 16 mai 2005 devant le tribunal administratif de Lyon aux fins d'obtenir l'annulation de l'arrêté pris le 7 mars 2005 par le président de la Communauté urbaine plaçant M. Eymard en disponibilité d'office à compter du 15 mars 2005 jusqu'à sa mise à la retraite pour invalidité	défenderesse
2005-CTXA-0055	mme Gomez Garcia Maria Dolorès c/ Communauté urbaine	requête déposée le 3 février 2005 devant le tribunal administratif de Lyon par mme Gomez Garcia sollicitant le rétablissement de ses droits à pension d'invalidité auprès de la CNRACL	défenderesse

2005-CTXA-0103	M. Di Nota Pascal c/ Communauté urbaine	requête déposée le 16 août 2005 par M. Di Nota devant le tribunal administratif de Lyon aux fins d'obtenir l'annulation de l'arrêté pris le 6 juillet 2005 par le président de la Communauté urbaine ne reconnaissant pas l'imputabilité de la rechute du 2 décembre 2003 à l'accident de trajet dont il a été victime le 13 octobre 1999	défenderesse
2005-CTXA-0109	M. Sallouh Karim	requête déposée le 28 septembre 2005 devant le tribunal administratif de Lyon sollicitant l'annulation de la décision prise par le président de la Communauté urbaine le 4 juillet 2005 l'informant qu'il ne pouvait donner une suite favorable à sa candidature, compte tenu des restrictions émises tant par le comité médical que par le médecin du travail	défenderesse
2005-CTXA-0114	M. Marques Lucien	requête déposée le 14 novembre 2005 devant le tribunal administratif de Lyon aux fins d'obtenir l'annulation de l'arrêté pris le 13 septembre 2005 par le président de la Communauté urbaine plaçant l'intéressé disponibilité d'office à compter du 21 juillet 2005 jusqu'à sa mise à la retraite pour invalidité	défenderesse
2005-CTXJ-0001	M. Bencherifa Fazil c/ Communauté urbaine	conclusions déposées le 7 mars 2005 devant le conseil de prud'hommes de Lyon aux fins d'obtenir la requalification du contrat emploi consolidé de l'intéressé en un contrat de travail à durée indéterminée, et la requalification de la rupture intervenue en un licenciement sans cause réelle et sérieuse	défenderesse
2005-CTXJ-0003	M. Tartonne Daniel c/ Prud'homme Philippe et Communauté urbaine	citation à comparaître devant le tribunal de police de Lyon pour des faits de diffamation non publique prétendument commis à l'encontre de M. Tartonne, le 19 mai 2004	défenderesse
2005-CTXJ-0014	société GPC Investissements exploitant sous l'enseigne Corbas Lavage c/ Communauté urbaine	assignation devant le tribunal de grande instance de Lyon délivrée le 1er juillet 2005 à la Communauté urbaine aux fins de voir déclarer nulle la résiliation anticipée du bail commercial notifié par la collectivité à la société Corbas Lavage	défenderesse
2005-CTXJ-0021	Communauté urbaine c/ mme Pignard	appel interjeté par la Communauté urbaine du jugement rendu le 27 octobre 2004 par le tribunal de grande instance de Lyon rejetant ses demandes de remboursement du coût des travaux de réfection effectués sur le mur de soutènement appartenant à mme Pignard	demanderesse
2005-CTXJ-0026	Communauté urbaine c/ SCP Bonnefoi-Lanfrey	pourvoi en cassation contre l'arrêt rendu le 27 septembre 2004 par la cour d'appel de Grenoble infirmant le jugement rendu par le tribunal de grande instance de Vienne le 25 avril 2002 qui avait condamné la SCP Lanfrey à payer à la Communauté urbaine la somme de 65 553 €	demanderesse

2005-CTXA-0007	association Sevdor c/ ZAC des Bruyères Limonest	requête en annulation déposée le 10 janvier 2005 devant le tribunal administratif de Lyon aux fins d'annulation de la délibération du conseil de Communauté du 18 octobre 2004 portant création de la ZAC aux motifs quelle porterait atteinte à l'environnement, à l'agriculture et qu'elle serait intervenue avant l'approbation du PLU	défenderesse
2005-CTXA-0039	association Sauvons le square Delestraint c/ révision simplifiée du POS secteur centre Lyon 3°	requête en annulation déposée le 21 mars 2005 devant le tribunal administratif de Lyon aux fins d'annulation de la délibération du conseil de Communauté du 20 septembre 2004 portant révision du POS secteur centre en ce qu'elle concerne la création d'un parking qui ne serait pas d'intérêt général et serait incompatible avec les dispositions du PDU	défenderesse
2005-CTXA-0061	société Eperly c/ Communauté urbaine TNP	requête indemnitaire du 27 mai 2005 devant le tribunal administratif de Lyon concernant l'assujettissement au paiement de la taxe professionnelle de la société Eperly dans le cadre de son marché, du fait de la qualification juridique du TNP donné par le juge administratif, bouleversement de l'économie du contrat	défenderesse
2005-CTXA-0081	Eric Thierry c/ Communauté urbaine approbation du PLU Dardilly	requête en annulation déposée le 16 septembre 2005 devant le tribunal administratif de Lyon aux fins d'annulation de la délibération du conseil de Communauté du 11 juillet 2005 portant approbation du PLU en tant qu'il classe les parcelles lui appartenant à Dardilly précédemment classées en zone NAe en zone A	défenderesse
2005-CTXA-0082	Jean Hauchard c/ Communauté urbaine approbation du PLU La Tour de Salvagny	requête en annulation déposée le 16 septembre 2005 devant le tribunal administratif de Lyon aux fins d'annulation de la délibération du conseil de Communauté du 11 juillet 2005 portant approbation du PLU en tant qu'il classe les parcelles lui appartenant à La Tour de Salvagny précédemment classées en zone NA en zone Ap	défenderesse
2005-CTXA-0083	Pierre et François Cohendy c/ Communauté urbaine approbation du PLU Saint Didier au Mont d'Or	requête en annulation déposée le 14 septembre 2005 devant le tribunal administratif de Lyon aux fins d'annulation de la délibération du conseil de Communauté du 11 juillet 2005 portant approbation du PLU en tant qu'il classe les parcelles lui appartenant à Saint Didier au Mont d'Or précédemment classées en zones NBa et UEc en zones UE3 et N2	défenderesse
2005-CTXA-0093	association Sevdor c/ Communauté urbaine approbation du PLU	requête en annulation déposée le 4 octobre 2005 devant le tribunal administratif de Lyon aux fins d'annulation de la délibération du conseil de Communauté du 11 juillet 2005 portant approbation du PLU en tant qu'il porte atteinte à la protection des Monts d'Or sur le territoire de onze communes des Mont d'Or	défenderesse

2005-CTXA-0095	mmes Martine Tedesco-Orchiella et Véronique Berard c/ Communauté urbaine, approbation du PLU Saint Cyr au Mont d'Or	requête en annulation déposée le 4 octobre 2005 devant le tribunal administratif de Lyon aux fins d'annulation de la délibération du conseil de Communauté du 11 juillet 2005 portant approbation du PLU en tant qu'il classe les parcelles lui appartenant à Saint Cyr au Mont d'Or précédemment classées en zones ND1 et ND3a en zones N1 et N2b (déplacement de la limite de zone)	défenderesse
2005-CTXA-0119	mme Monique Lallauret c/ Communauté urbaine, approbation du PLU Sathonay Village	requête en annulation déposée le 4 octobre 2005 devant le tribunal administratif de Lyon aux fins d'annulation de la délibération du conseil de Communauté du 11 juillet 2005 portant approbation du PLU en tant qu'il institue sur les parcelles lui appartenant à Sathonay Village une marge de recul	défenderesse
2003-DC-0073	groupement d'entreprises Patricola- Cerniaut - Siffert et Fils c/ Communauté urbaine	requête du 23 septembre 2005 devant la cour d'appel de Lyon demandant l'annulation du jugement du tribunal administratif de Lyon du 7 juillet 2005 rejetant la demande de paiement de travaux supplémentaires dans le cadre du marché public de travaux de plomberie, sanitaires, protection incendie pour la construction de l'Ecole normale supérieure lettres et sciences humaines	défenderesse
2003-DC-0072	société Amec Spie c/ Communauté urbaine	requête du 23 septembre 2005 devant la cour d'appel de Lyon demandant l'annulation du jugement du tribunal administratif de Lyon du 7 juillet 2005 rejetant la demande de paiement de travaux supplémentaires dans le cadre du marché public de travaux de génie climatique pour la construction de l'Ecole normale supérieure lettres et sciences humaines.	défenderesse
	société Perrier TP c/ Communauté urbaine (mandant) et Serl (mandataire)	requête du 12 septembre 2005 devant le tribunal administratif de Lyon en vue d'obtenir une indemnisation dans le cadre du marché public de travaux pour le réaménagement du boulevard Vivier-Merle au motif de sujétions imprévues et travaux supplémentaires	défenderesse
	maitre Dubois (administrateur judiciaire de la société IRFA) c/ Communauté urbaine	requête du 28 septembre 2005 devant le tribunal administratif de Lyon en vue d'obtenir une indemnisation en tant que sous-traitant dans le cadre du marché public de travaux de façades pour la construction de l'Ecole normale supérieure lettres et sciences humaines. Le demandeur conteste le fait qu'il n'a jamais été déclaré ni agréé	défenderesse
	société Campenon Bernard c/ Communauté urbaine	requête du 30 septembre 2005 devant le tribunal administratif de Lyon en vue d'obtenir une indemnisation dans le cadre du marché public de travaux pour la trémie du parking sud-ouest du boulevard Vivier-Merle au motif de sujétions imprévues et travaux supplémentaires. Un projet de protocole d'accord amiable devrait être soumis à délibération en juin 2006 et le prestataire devrait se désister de sa requête	défenderesse

2005-CTXA-0120	société transports Abram et Fils c/ Communauté urbaine	requête du 9 décembre 2005 devant le tribunal administratif de Lyon en vue d'obtenir une indemnisation dans le cadre des prestations que le demandeur effectue pour le compte de la société Ecovert titulaire d'un marché public pour le traitement des déchets verts. Le demandeur intervient pour la réalisation des prestations du marché public comme voiturier et non comme sous-traitant, et n'a pas obtenu règlement de ses prestations par le titulaire du marché en redressement judiciaire	défenderesse
2005-CTXA-0068	préfet du Rhône c/ Communauté urbaine	déféré préfectoral en date du 13 juillet 2005 pour demander l'annulation de la délibération du 14 mars 2005 et des contrats en dates du 7 mars 2005 et du 21 avril 2005 par lesquels le président recrutait M. C. H. Malécot en qualité de directeur des relations internationales du Grand Lyon. Contestation de la rémunération consentie. Le tribunal administratif de Lyon dans sa décision du 20 avril 2006 a fait droit à la requête du préfet du Rhône et annule la délibération et les contrats suscités	défenderesse
2005-CTXA-0091	Communauté urbaine c/ Apicil-Arcil-Agira	recours indemnitaire à l'encontre du ministère de l'économie et des finances et du ministère de l'Intérieur pour le préjudice causé au Grand Lyon du fait du non assujettissement à la taxe professionnelle du groupe Apicil, situé sur le territoire de la Communauté urbaine, pour les années 1998-2005	demanderesse
2005-CTXA-0104	fédération de la libre pensée et d'action sociale du Rhône c/ Communauté urbaine	requête introductive d'instance de la Fédération de la libre pensée enregistrée devant le tribunal administratif de Lyon le 9 septembre 2005. Demande d'annulation de la subvention d'un montant de 100 000 € consenti à l'association San Egidio France par la Communauté urbaine pour organiser la 19 ^e rencontre internationale pour la paix à Lyon lors des 11, 12 et 13 septembre 2005. Les arguments avancés par la Fondation de la libre pensée sont le non-respect du principe de spécialité qui régit les compétences de la Communauté urbaine, la violation de l'article 2 de la loi du 9 décembre 1905 ainsi que la violation de l'article L 2121-12 du code général des collectivités territoriales	défenderesse
2005-CTXA-0106	époux Nicolle c/ Communauté urbaine	requête déposée le 5 octobre 2005 devant le tribunal administratif de Lyon aux fins d'annulation de la délibération du conseil de Communauté du 11 juillet 2005 portant approbation du PLU en raison de la fixation à 7 mètres de la hauteur maximale pour la parcelle cadastrée BN 8 à Lyon 3 ^e	défenderesse

2005-CTXA-0094	M. Jocteur c/ Communauté urbaine	requête déposée le 19 septembre 2005 devant le tribunal administratif de Lyon aux fins d'annulation de la délibération du conseil de Communauté du 11 juillet 2005 portant approbation du PLU en tant qu'il a prévu un emplacement réservé n°57 sur les parcelles cadastrées section 12 n°1011 et 1012 à Villeurbanne	défenderesse
2005-CTXA-0107	propriétaires fonciers c/ Communauté urbaine	requête déposée le 4 octobre 2005 devant le tribunal administratif de Lyon aux fins d'annulation de la délibération du conseil de Communauté du 11 juillet 2005 portant approbation du PLU en raison du classement en zone A de différentes parcelles de la plaine de Saythe à Saint Priest	défenderesse
2005-CTXA-0092	consorts Nieto c/ Communauté urbaine	requête déposée le 21 septembre 2005 devant le tribunal administratif de Lyon aux fins d'annulation de la délibération du conseil de Communauté du 11 juillet 2005 portant approbation du PLU en raison du classement en zone A de la parcelle cadastrée CP 7 de la plaine de Saythe à Saint Priest	défenderesse
2005-CTXA-0066	soc. HC Lyon c/ Communauté urbaine	requête en date du 18 juillet 2005 devant le tribunal administratif de Lyon en vue d'obtenir l'annulation de la délibération n°2005-2408 en date du 17 janvier 2005 par laquelle la Communauté urbaine a approuvé la convention-cadre passée avec l'association Pignon sur rue et le versement d'un fonds de concours exceptionnel	défenderesse

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission finances et institutions** ;

DELIBERE

Prend acte du compte rendu des décisions citées et prises en vertu de la délégation de principe accordée par la délibération en date du 27 mars 2006.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,